

LETTRE DE LA FED'AL

REJOIGNEZ UN PROJET, DES IDÉES ET UNE HISTOIRE

MARSEILLE, LE 25 MAI 2024



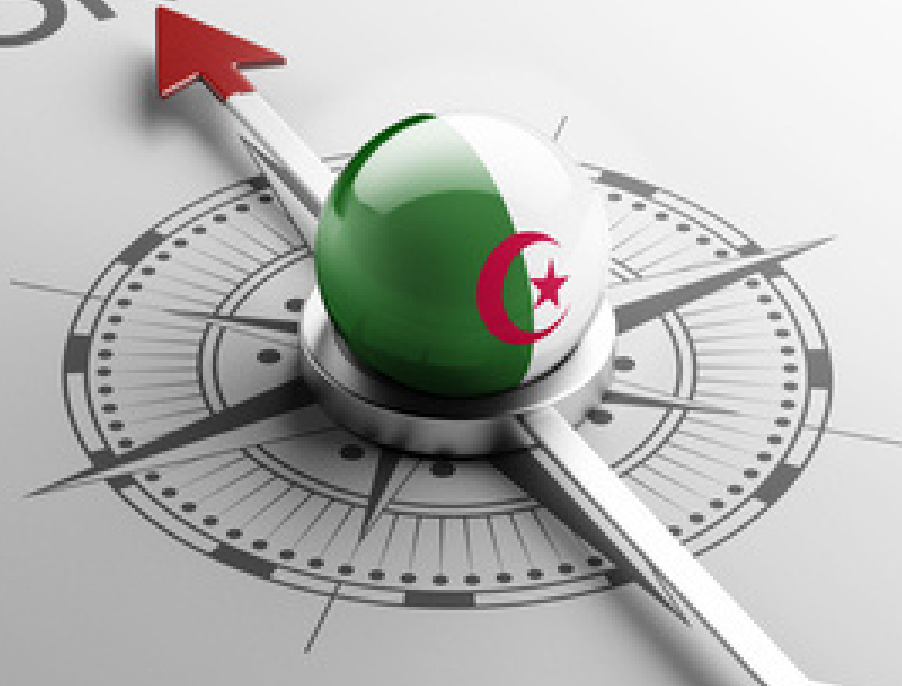
Le président de la République algérienne Abdelmadjid Tebboune vient de fixer un nouveau cap et des objectifs à atteindre afin de rehausser le standing de l'Algérie au rang de puissance économique émergente. Une manière de répondre aux faiblesses économiques mis en lumière lors de la demande algérienne d'intégrer les BRICS.

Chaque semaine, des mégaprojets voient le jour dans plusieurs wilayas de l'Algérie dans le cadre du Plan national d'investissement lancé par le gouvernement TEBBOUNE. Des projets qui arriveront à maturité autour de 2027 et conforteront l'émergence de la nouvelle Algérie voulue par Abdelmadjid Tebboune.

Tournée désormais vers l'exportation, l'Algérie a décidé de limiter les importations, qui par conséquent seront susceptibles de donner un meilleur cadre de vie au peuple algérien. Sur le marché du blé, l'Algérie devrait supplanter le royaume du Maroc en 2024. Avec 3 millions de tonnes, Alger ravira la deuxième place africaine des pays producteurs de blé au Maroc actuellement miné par la sécheresse,

Qu'ils s'agissent de l'industrie minière, de la filière céréalière, de production d'acier plat, de production d'automobile, de production d'hydrocarbures et d'hydrogène, d'usines de dessalement, de développement socio-économique, de production de sucre et d'huile... Ces derniers mois, le président algérien n'a pas ménagé ses efforts pour espérer un développement exponentiel d'ici à 2027.

ECONOMY-



Dans le cadre du Schéma directeur d'aménagement touristique (SDAT) 2030, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, annonce que le tourisme a rapporté environ 1,6 milliard de dollars démontrant que la détérioration de la situation économique du pays à la fin des années 80 et de la situation sécuritaire au début des années 90 ne sont plus un frein pour les touristes étrangers et les membres de la diaspora installée à l'étranger.

Un chiffre calculé sur la base des normes établies par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) qui estime qu'un touriste dépense en moyenne 500 dollars par séjour. Et si l'on multiplie le chiffre de 3,3 millions de touristes par 500 dollars, l'on trouvera la somme de 1,6 milliard de dollars.

L'accord signé entre Sonatrach et ExxonMobil pour l'exploration de plusieurs gisements dans le bassin de l'Ahnet (sud) et le bassin de Gourara confirme la place importante de l'Algérie dans les questions d'approvisionnement et de sécurité énergétique de l'Europe. Si cet accord est définitivement entériné, cela ouvrira de nouvelles perspectives de développement du domaine minier algérien. Un autre géant américain, la société Chevron, envisagerait à son tour de se rapprocher de l'Algérie pour venir exploiter les vastes réserves gazières du pays.

La montée en puissance de l'économie algérienne ne va pas faire plaisir à L'ex-ambassadeur de France à Alger, Xavier Driencourt, qui dans son livre « L'Algérie s'effondre, entraînera-t-elle la France dans sa chute ? » avait prophétisé un déclin rapide de l'Algérie.

Une prédiction qui prend l'eau de toutes parts après les révélations de la Banque mondiale à la suite de son dernier rapport sur la situation économique de l'Algérie qui souligne, nous aussi !, le dynamisme de l'activité économique du pays ainsi que la résilience économique du pays et relève une baisse de l'inflation, tout en mettant en avant les efforts de l'Algérie vers une croissance durable et diversifiée. À ce jour, la France reste le premier partenaire économique européen de l'Algérie. Ce qui lui vaut de ne pas chuter avec l'Algérie.



De son côté, le FMI tire la sonnette d'alarme. « La France s'illustrera, en 2024, par le 19^e déficit public le plus élevé des 20 pays de la zone euro ». Au regard de tous ces facteurs, qui ne relèvent pas d'une propagande fantasmée, nous préconisons à Xavier Driencourt de renommer son livre en « La France s'effondre, tandis que l'Algérie prospère et s'affirme ! »

Quant à celles et ceux qui ne cessent de jeter l'opprobre et dénoncer un État algérien anti-démocratique, le président Abdelmadjid Tebboune vient de leur affliger une leçon magistrale en donnant rendez-vous ce 16 mai 2024 à pas moins de 27 formations politiques. Jusqu'ici, le chef de l'État algérien avait reçu des représentants de partis politiques et des personnalités séparément. La plupart à leur demande.

Cette rencontre inédite entre l'Exécutif et les représentants des assemblées nationales et locales exclut de fait les formations politiques qui ont boycotté les élections législatives et locales de 2021, comme le RCD ou l'UCP.

Même si le chef de l'État n'a toujours pas annoncé sa candidature pour le scrutin présidentiel anticipé, prévu le 7 septembre prochain, les discussions ont surtout tourné autour des questions liées à la politique étrangère, la sécurité et la stabilité dans les régions du Maghreb et du Sahel, sur la place de la société civile dans le projet de Nouvelle Algérie ou encore pour demander un soutien aux démarches entreprises par l'État algérien, notamment en faveur de la Palestine et en faveur des causes justes dans le monde à l'image de la libération des terres sahraouis, des territoires du Golan et du Sinaï occupés par l'entité israélienne.

Sur le plan de la politique interne, certains responsables politiques conviés ont appelé à la libération des détenus d'opinion et politiques et à l'abrogation de l'article 87-Bis du Code pénal qui a encadré plus strictement l'activité politique syndicale et la liberté des médias. Une réforme judiciaire nécessaire après l'établissement de liens avec la main de l'étranger dans les milieux journalistiques, associatifs, politiques et syndicaux.